

N°8 : novembre 2012

OPTIONS POLITIQUES

➔ **Intégrer les petites îles dans l'économie verte mondiale** : une priorité accordée à l'économie verte pourrait permettre aux PEID d'explorer de nouveaux domaines de développement économique, en particulier les bioénergies, la production agricole et le tourisme.

➔ **L'union fait le pouvoir** : les petites économies insulaires doivent parler d'une seule voix et renforcer leur collaboration afin d'augmenter leur influence au niveau international.

➔ **Diversifier l'économie** : des politiques solides doivent être développées afin d'exploiter les liens entre les secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, les TIC et la finance.

➔ **Intégrer l'agriculture** aux principaux secteurs des petites îles afin de garantir la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition, de soutenir le commerce et d'augmenter la valeur ajoutée locale tout en réduisant la dépendance aux importations.

➔ **Juguler la « fuite des cerveaux »** : le capital social est l'un des grands atouts des petites îles. Les politiques et les investissements visant à renforcer le capital social doivent se focaliser sur les jeunes et privilégier l'expertise dans les domaines les plus pointus, comme les technologies de l'information.



Développer la résistance des petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités

Les Nations Unies classifient actuellement 52 pays et territoires comme petits États insulaires en développement (PEID). Avec plus de 50 millions d'habitants, il s'agit d'un groupe de pays divers, dont 43 sont situés dans les régions des Caraïbes et du Pacifique. Ce groupe inclut des pays relativement riches, mais aussi certains des pays les plus pauvres au monde.

Bien que les petites nations insulaires présentent des différences significatives en termes de taille et de conditions sociales et économiques, la plupart sont extrêmement vulnérables aux chocs environnementaux et économiques à cause de leur dépendance très grande vis-à-vis du commerce international, du tourisme et d'autres services, notamment la finance, des coûts élevés de transport et de communication et d'une densité démographique élevée.

Lors du Briefing de politique régionale du CTA, « *Développer la résistance des petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités*¹ », les participants ont souligné qu'en dépit des vulnérabilités auxquelles les petits États insulaires en développement sont confrontés, de nouveaux développements dans les technologies et les communications, des conditions économiques internationales favorables et des cadres politiques propices donnent aux petits États insulaires de nouvelles opportunités de partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'exploitation de leurs points communs afin de renforcer leur résistance.

La bonne gouvernance est un facteur clé des politiques et des capacités de résistance économique qui dépend de la disponibilité du capital technologique, financier et social. Afin de passer de la vulnérabilité et de la dépendance à la résistance et à la durabilité, la diversification économique est essentielle. En particulier, de nouveaux domaines de développement économique doivent être explorés, tels que « l'économie verte ».

Dans de nombreux PEID, le regain d'intérêt pour l'agriculture a également été mis en lumière afin de garantir la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition, de soutenir le commerce, d'augmenter la valeur ajoutée locale, de réduire la dépendance aux importations (en particulier dans le secteur du tourisme) et de répondre aux besoins de l'agenda de croissance verte. Il serait utile de concevoir des stratégies destinées à attirer les jeunes vers l'agriculture.



Les PEID souffrent de manière disproportionnée des impacts dévastateurs du changement climatique.

DE PETITES ÎLES CONFRONTÉES À DE NOMBREUSES VULNÉRABILITÉS

Selon les chercheurs, la vulnérabilité économique et environnementale est l'exposition inhérente d'un État aux chocs externes nui-

sibles. Dans le cas des petits États insulaires, une vulnérabilité découle du fait que l'environnement et les économies de ces États sont en grande partie déterminées par des forces qui échappent à leur contrôle.

Comme le démontrent de nombreuses études, tous les PEID sont plus vulnérables aux chocs

¹ Briefing organisé à Pointe aux Piments, à l'île Maurice, les 23 et 24 avril 2012. Voir documents sur http://www.acpbriefings.net/briefings/small_island_economies.



Le tourisme est vital pour de nombreuses économies des PEID.

**“
Les îles seront
toujours
vulnérables.
Cela ne changera
jamais. Cependant,
elles peuvent
s’efforcer
d’atténuer
les risques de
dommages dus aux
chocs externes en
renforçant leur
résistance. La
résistance est liée
aux politiques. La
vulnérabilité est
inhérente.”**

Lino Briguglio

économiques et aux catastrophes naturelles que les autres pays ou régions. La plupart d’entre eux se spécialisent dans une gamme étroite de produits et n’ont qu’un marché domestique limité. Certains n’exportent qu’un seul produit et dépendent largement des revenus de l’exportation. Cette dépendance externe accroît leur vulnérabilité aux menaces et aux chocs économiques externes. La vulnérabilité externe est accentuée par le fait que, pour la plupart des ménages des PEID, les transferts de l’étranger sont une source de revenus importante mais qui est très affectée par la récession et la crise financière mondiale.

Les PEID souffrent de manière disproportionnée des impacts dévastateurs du changement climatique. Ils sont particulièrement exposés à la variabilité du climat et à la montée du niveau des mers. Comme les populations, terres agricoles et infrastructures tendent à être concentrées dans les zones côtières, toute augmentation du niveau des mers a des effets significatifs sur leur économie et les conditions de vie. La fréquence et l’intensité plus grandes des tempêtes liées au changement climatique auront également des effets profonds sur les économies et l’environnement des PEID. Pour être durables et efficaces dans le contexte des PEID, les efforts d’adaptation au et d’atténuation du changement climatique exigent d’énormes

ressources financières, des transferts technologiques et des cadres politiques et de gouvernance nationaux, régionaux et globaux.

En tant que l’une des sources principales d’échanges étrangers, le tourisme est vital pour de nombreuses économies des PEID. Le tourisme entretient des liens étroits avec d’autres secteurs comme l’agriculture, les services environnementaux, les services financiers et les TIC. Cependant, en l’absence de planification et de gestion appropriées, le tourisme peut causer une dégradation significative de l’environnement dont il dépend, en particulier dans les zones côtières. Les changements liés au climat et la dégradation de l’environnement peuvent avoir un impact significatif sur le choix des destinations des touristes. Certains gouvernements et entreprises ont déjà imposé des frais, taxes et technologies environnementaux, augmentant pour certains le coût des voyages et du transport. Ces augmentations de coûts auront probablement des effets négatifs sur le voyage et le tourisme (sensibles aux prix) des PEID, mais ils bénéficieront à ceux qui préservent et promeuvent leur patrimoine naturel unique. D’un autre côté, le coût de l’inaction face au changement climatique pourrait s’avérer encore plus lourd.

La sécurité alimentaire est également préoccupante, du fait de la vulnérabilité et de la dimension limitée de l’agriculture. Les risques auxquels les petites îles sont confrontées peuvent être exacerbés par les impacts incertains du changement climatique. Alors que la survie et le développement économique des petites îles dépendent traditionnellement de l’agriculture de subsistance, de l’aquaculture et des cultures de rente, celles-ci importent actuellement plus de 30 % de leurs besoins de consommation de céréales. Sur les îles où le tourisme est l’activité dominante, plus de la moitié, sinon la totalité, de la nourriture et des boissons est importée, ce qui les expose aux fluctuations des prix des denrées alimentaires. De tels prix peuvent être entraînés à la hausse avec l’exacerbation par le changement climatique des conditions météorologiques dans la plupart des régions agricoles du monde. La promotion des liens avec l’offre locale dans l’agriculture aura donc des avantages doubles : l’amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la valeur ajoutée nationale.

“ Les PEID sont à la croisée des chemins. Ils doivent se repositionner en augmentant leur résistance et en réduisant leur vulnérabilité dans le contexte de changement mondial caractérisé par la volatilité, l’inégalité et l’incertitude. Il est impératif que ces États continuent à entreprendre une gestion efficace du changement et des investissements ciblés pour faire face aux évolutions du monde. Ce faisant, les principes de la croissance verte seront essentiels dans chacun de ces projets.”

*Ambassadrice
Skerritt-Andrew,
Présidente du Comité
des ambassadeurs
ACP à Bruxelles*

DÉVELOPPER LA RÉSISTANCE DES PEID

La résistance est la capacité à contrer les chocs et à les supporter. Si la vulnérabilité est inhérente aux petites îles, des stratégies peuvent être mises en place afin d’atténuer les risques de dommages dus aux chocs externes en renforçant leur résistance. Afin de passer d’une position de vulnérabilité et de dépendance à une attitude de résistance, les petites économies insulaires doivent également explorer de nouveaux domaines de développement économique et, dans certains cas, de diversification. Des politiques solides focalisées sur l’élargissement des « options » des petites économies insulaires doivent exploiter les liens entre des secteurs tels que l’agriculture, le tourisme, les TIC, la finance, etc. Le Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) définit l’économie verte comme l’amélioration du bien-être humain et de l’équité sociale en réduisant de manière significative les risques environnementaux et les pénuries écologiques. Sous sa forme la plus simple, elle se caractérise par un faible taux d’émissions de carbone, l’utilisation rationnelle des ressources et l’inclusion sociale. L’économie verte peut offrir de nouvelles opportunités aux petites îles. Dans ce cadre, le développement, la propagation et le transfert de technologies énergétiques efficaces capables d’aider les PEID à atténuer les effets du changement climatique doivent être prioritaires. Néanmoins, il faut davantage investir dans la recherche et le développement et s’assurer le soutien des partenaires de développement afin de soutenir les progrès techniques et permettre une progression rapide des énergies renouvelables. Afin de catalyser les projets d’énergies renouvelables, les pays membres de l’Alliance des petits États insulaires (APEI) se sont rassemblés pour lancer le SIDS DOCK, de plusieurs millions de dollars, qui sert de point de rencontre connectant les petites îles avec les technologies d’énergies vertes, le capital et les marchés du carbone. L’objectif ultime est de renforcer l’efficacité énergétique de 25 % et de générer un minimum de 50 % d’électricité de sources renouvelables et une diminution de 20-30 % de l’utilisation de carburants conventionnels par les transports d’ici 2033. On estime que les PEID consomment 220 millions de barils de combustibles excédentaires et que leur secteur

énergétique émet quelque 38 millions de tonnes de carbone. De plus, plusieurs PEID ont annoncé des objectifs plus ambitieux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) produits par les combustibles.

La nécessité de développer des partenariats intelligents entre acteurs publics, privés et du développement a été soulignée par les participants au briefing. Les partenariats public privé (PPP) sont essentiels pour relever la plupart des défis auxquels sont confrontées les petites îles en termes d’infrastructures, de transport et de communication, et d’accès au capital. Il est nécessaire de faciliter les transferts technologiques pour aider les PEID à développer des technologies alternatives et appropriées. Une option proposée est un mécanisme de transfert des technologies pouvant fonctionner de manière coopérative, permettant aux petites îles d’accéder à davantage de nouvelles innovations et technologies. Il est également urgent d’identifier des représentants du secteur privé et d’autres partenaires afin de promouvoir l’esprit d’entreprise dans les petites îles.

PERSPECTIVES D’AVENIR

La collaboration et les partenariats sont essentiels afin de renforcer l’influence internationale des PEID. L’exemple SIDS DOCK est un bon modèle de collaboration future.

La lourde facture des importations de denrées alimentaires peut être réduite en s’approvisionnant auprès de producteurs locaux et en renforçant les organisations de producteurs. En termes d’accès aux marchés, le briefing a recommandé d’accroître la valeur des produits en provenance de petites îles via la promotion de l’image de marque et un choix de produits et de marchés distinctifs et différenciés. L’île de la Jamaïque, avec une population estimée de 2,7 millions, accueille plus de trois millions de touristes chaque année. Face à la demande d’œufs et de produits porcins des hôtels et établissements de luxe, les agriculteurs jamaïcains et l’industrie de la transformation s’attachent depuis quelques années à intensifier la production porcine en investissant massivement dans les technologies et les innovations de mises au point par partenaires industriels nord-américains. Aujourd’hui, la majorité des œufs et des produits

“
Les petits agriculteurs et les petits États insulaires ne seront jamais compétitifs sur les volumes et les prix. Nous devons donc nous rassembler pour produire des volumes plus importants et identifier des marchés de niche de qualité élevée.”

Don Keith Amiel,
Caribbean
Agribusiness
Association

AUTEUR :
Jeffrey Haskins

RELECTEUR :
Robert Reid, Université de
Lancaster, Royaume-Uni



porcins consommés sur l'île et par les touristes sont produits par des agriculteurs jamaïcains. Des stratégies visant à attirer les jeunes vers l'agriculture doivent être adoptées et liées aux nouveaux développements technologiques afin de progresser. Face à la concurrence intense pour les ressources foncières entre le tourisme, l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale, les décisions sur l'utilisation des terres doivent être planifiées avec précaution.

Le secteur des services, et en particulier le tourisme, représente une opportunité réelle pour les PEID d'étendre leurs activités économiques tout en gagnant des devises étrangères. L'investissement dans le tourisme vert peut réduire les coûts et augmenter la valeur des écosystèmes et du patrimoine culturel. Le secteur privé doit être mobilisé pour soutenir le tourisme durable et financer les investissements dans les pratiques écologiques.

En reconnaissant le lien entre sécurité alimentaire, nutrition et pauvreté rurale, les tour opérateurs, les propriétaires d'établissements hôteliers et les entrepreneurs aident les petits agriculteurs et les coopératives à pénétrer le marché du tourisme de haut niveau tout en donnant aux vacanciers et aux consommateurs un « goût » plus authentique de certaines des cultures et communautés insulaires les plus exotiques et isolées.

Le capital social est l'un des atouts majeurs des

petites îles. Alors que les PEID souffrent de taux d'émigration élevés due à la demande mondiale élevée en compétences et en expertise spécialisées, ils peuvent en tirer parti en développant des ressources productives sur le terrain via des politiques migratoires financières et bilatérales novatrices encourageant les transferts et la migration circulaire. Par exemple, en 2006 le gouvernement de l'Île Maurice s'est lancé dans un programme de réforme économique décennal visant à faire évoluer l'île afin qu'elle soit moins dépendante des régimes de préférences commerciales et davantage compétitive. Dans le cadre de leur effort de développement des capacités dans des secteurs stratégiques, l'île et le gouvernement français ont lancé un accord pilote de « migration circulaire » qui donnera un emploi à jusqu'à 500 Mauriciens dans des secteurs en pénurie (qualifiés et peu qualifiés) en France sous couvert d'un visa temporaire de « migration et de développement ». Les étudiants mauriciens résidant en France peuvent solliciter un visa temporaire afin d'acquérir une expérience professionnelle utile après leurs études. De plus, les jeunes professionnels français et mauriciens peuvent élargir leurs perspectives de carrière dans chaque pays durant 12 mois avec une possibilité d'extension. ■

Pour en savoir plus

Read, Robert. 2010. « *Trade, Economic Vulnerability, Resilience and the Implications of Climate Change in Small Island and Littoral Developing Economies* ». International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

Briguglio, Lino, Bishnodat Persaud et Richard Stern. 2006. « *Small States Forum. Toward an Outward-oriented development strategy for small states: Issues, Opportunities and Resilience Building* ». Une évaluation de l'Agenda pour les petits États proposé au sein de l'équipe d'intervention conjointe du Commonwealth et de la Banque mondiale en avril 2000.

Briguglio, Lino. « *Directing EU Development Aid Towards Resilience Building* ». Etude sur les îles et les

petits États. Institut des îles et des petits États. 2010.
<http://tinyurl.com/cw23khn>

Boto I., Biasca R. CTA 2012. « *Document informatif. Briefing n°27 – Petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités* »
<http://tinyurl.com/ajx95jf>

Forum des îles du Pacifique. « *Towards a Food Secure Pacific. Framework for Action on Food Security in the Pacific* ». 2011.
<http://tinyurl.com/at6mz7h>

ONU-ECLAC. Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. « *Green Economy in SIDS. An Analysis of Challenges and Opportunities* ».
<http://tinyurl.com/a85gy9s>